



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques et  
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de  
l'environnement Section installations classées pour la protection de  
l'environnement

Arras, le **24 JAN. 2025**

DCPPAT - BICUPE -SIC- GC - n° 2025 - **20**

**COMMUNE DE AIRE SUR LA LYS**

-----

**SOCIÉTÉ IMPRIMERIE MORDACQ**

-----

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

**Vu** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**Vu** le décret du 09 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment son article 49 qui dispose que :

« Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. »

**Vu** l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2007 modifié par l'arrêté préfectoral du 20 mai 2021 autorisant l'activité de l'Imprimerie MORDACQ, dont le siège social est situé Z.I du Petit Neufpré à AIRE-SUR-LA-LYS (62120), à exploiter une imprimerie située à la même adresse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-10-93 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature ;

**Vu** la visite réalisée par l'Inspection de l'environnement en date du 6 mars 2024 ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 28 mars 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant que :**

1) Lors de la visite du 6 mars 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'état des stocks est incomplet, les produits finis et les déchets ne sont pas repris, les unités de mesures utilisées sont hétérogènes. De plus, l'exploitant doit recouper plusieurs bases de données pour disposer d'un état des éléments constitutifs de l'état des stocks dont l'accès n'est pas garanti en toutes circonstances. L'état des stocks tel que présenté par l'exploitant n'est pas disponible immédiatement et pas facilement accessible ;

2) Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel modifié du 04 octobre 2010 susvisé ;

4) Lors de la visite du 6 mars 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté la présence de cuves d'encre stockées en extérieur du bâtiment et sans rétention ;

5) Ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 8.4.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 mai 2021 susvisé ;

6) Faces à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Imprimerie MORDACQ de respecter les prescriptions de l'article 49 de l'arrêté ministériel modifié du 04 octobre 2010 susvisé et de l'article 8.4.1. de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2021 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

## ARRÊTE

**Article 1** – La société Imprimerie MORDACQ, dont le siège social est situé 27 rue de St-Omer à AIRE-SUR-LA-LYS (62120), et qui exploite une imprimerie située à la même adresse, est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de respecter les prescriptions reprises dans le tableau ci-dessous, et dans les délais précisés à compter de la date de notification du présent arrêté :

	Prescriptions	Délais
Article 49. de l'arrêté ministériel modifié du 04 octobre 2010	<p>Généralités</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>	3 mois
Article 49. de l'arrêté ministériel modifié du 04 octobre 2010	<p>Accessibilité à l'état des stocks</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>	3 mois
Article 8.4.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 mai 2021	<p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans tous les cas, 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 L.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. L'étanchéité de la rétention ne doit pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante. En particulier, elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif</p>	3 mois

	<p>d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Les rétentions font l'objet d'un examen visuel approfondi au moins annuellement et d'une maintenance appropriée.</p> <p>Les rétentions doivent être maintenues propres et disponibles. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.</p> <p>Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.</p>	
--	---	--

**Article 2** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

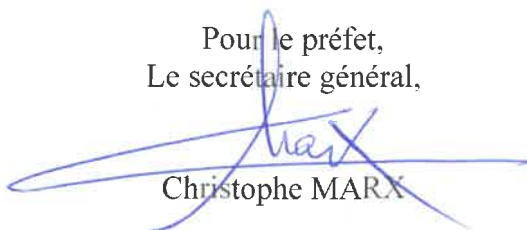
Conformément à l'article **R. 421-1** du Code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4** – Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

**Article 5** – Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, la Sous-préfète de SAINT-OMER et le Directeur régional de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Imprimerie MORDACQ et dont une copie sera transmise à la mairie de AIRE-SUR-LA-LYS.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,



Christophe MARX

Copies destinées à :

- la société Imprimerie Mordacq, Z.I du Petit Neufpré - 62120 Aire-sur-la-Lys
- Mairie de AIRE-SUR-LA-LYS
- Sous préfecture de Saint-Omer
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France (U.D Littoral)
- Dossier

